



STANISLAS GUÉRINI
DÉPUTÉ ET PORTE-PAROLE
DU GROUPE LAREM

SOYONS FIERS DE CE QUE NOUS SOMMES.

Chères Marcheuses, chers Marcheurs de l'Hexagone, d'Outre-Mer et de l'étranger.

Nous sommes à un moment important de notre histoire collective. Un an après la victoire d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle, puis celle de notre mouvement aux législatives, En Marche est à la croisée des chemins. Adhérent(e)s, Référent(e)s, élu(e)s, parlementaires, chacun le ressent : le chemin de la transformation n'est pas celui de la facilité. Entre radicalité et popularité, entre impatience et temps long, chaque Marcheur expérimente au quotidien l'exigence de l'exercice des responsabilités et du respect de nos engagements.

Les populistes qui font tomber les démocraties les unes après les autres, la démagogie et la violence des oppositions qui, chaque jour, souhaitent l'échec de notre majorité plus que la réussite de notre pays, ont instillé le doute chez nos concitoyens et, parfois même, dans les rangs des Marcheurs. Notre responsabilité est donc immense : faire en sorte que le printemps 2017 ne soit pas une simple parenthèse dans la marche en avant des extrêmes et du repli sur soi. Pour cela, nous devons être à la hauteur des attentes que nous avons suscitées et réussir la transformation, celle de la France comme celle de notre mouvement. Cela suppose d'avoir la lucidité et le courage de dire la vérité pour changer la réalité.

L'élection du prochain Délégué général d'En Marche est une opportunité formidable de nous interroger sur nous-mêmes et sur ce que nous voulons pour notre mouvement. Depuis deux ans, derrière Richard, Julien, Bariza, Astrid, Arnaud, Christophe et Philippe, nous sommes des milliers à avoir donné de notre temps, à multiplier les réunions publiques et les discussions avec nos concitoyens, à fourmiller d'idées et d'initiatives. Cette vitalité démocratique, qui perdure en dépit de l'impatience et parfois des frustrations, est notre première force. C'est sur elle que nous devons construire la suite.

Ma conviction est simple : notre avenir plonge dans les racines de notre mouvement. Nous devons renouer avec la promesse initiale d'En Marche, cultiver cet esprit foisonnant des débuts, créatif et agile qui nous permettait d'être là où l'on ne nous attendait pas, de décupler nos forces aux 4 coins des territoires. Nous devons repartir de la promesse formulée par Emmanuel Macron le 6 avril 2016 à Amiens. J'y étais, et elle résonne encore en moi : donner le pouvoir à ceux qui font, au-delà des faux clivages, ceux qui font de la liberté la condition de la justice sociale, ceux qui ne veulent plus subir leur destin, ceux qui croient au progrès.

Soyons fiers de ce que nous sommes.

RELEVER ENSEMBLE LE DÉFI QUE NOUS LANÇENT LES FRANÇAIS : TRANSFORMER LEUR QUOTIDIEN.

Ce que nous faisons, j'y crois comme au premier jour. Mais nous devons renouer un dialogue plus riche avec les Français : expliquer et définir la cohérence de la politique que l'on met en œuvre ; être garants que ce que nous faisons atteint réellement la vie des Français ; transformer notre pays en engageant vraiment nos concitoyens.

Le propre des partis politiques est de se regarder le nombril : vers leurs courants, vers leurs scissions, vers leurs baronnies. Je veux que nous soyons, au contraire, le mouvement du quotidien : tournons systématiquement notre regard vers les Français, vers l'Europe, vers la réalité et la « vraie vie ». Pour cela, nous devons retrouver ce rôle de médiateur entre l'action gouvernementale et nos concitoyens, afin de traduire l'action de transformation dans leur vie de tous les jours - combien de « droits à l'erreur » utilisés, combien d'accords d'entreprises signés, combien de classes de CP et de CEI dédoublées, etc. Nos comités locaux doivent être les vigies du réel, qui perçoivent les signaux faibles du terrain pour les faire remonter vers les lieux de décision. C'est à ce prix que nous recréerons les conditions du dialogue avec les Français.

Transformer le quotidien des gens de façon durable exige également de notre part de faire vivre cette promesse dans le champ des idées. Pourquoi avons-nous gagné il y a 18 mois ? Parce que nous avons réussi à redonner confiance à un pays qui doutait de lui-même en incarnant une promesse de progrès. Nous devons raviver cette flamme, la chérir et la faire grandir, pour étouffer les braises de la réaction et du populisme qui menacent notre pays et notre continent. Le progrès est cette valeur de cœur et de raison qui nous unit et nous fait avancer ensemble dans la même direction. Cette valeur que nous devons faire vivre et interroger sans cesse pour que notre mouvement ne devienne par un astre mort à l'image des autres partis. Cette valeur qui sera notre fer de lance dans les batailles municipales et européennes qui se dressent devant nous.

CHAQUE MARCHEUR DOIT REDEVENIR ACTEUR DE NOTRE HISTOIRE.

Notre ADN, c'est aussi celui de la confiance. C'est ce que nous devons retrouver et appliquer dans le quotidien de notre mouvement. C'est particulièrement vrai de notre organisation territoriale. En tant qu'ancien Référent, je sais à quel point on peut parfois avoir le sentiment d'être seul et peu épaulé. En tant que Député, je sais à quel point l'ancrage du mouvement dans le territoire est nécessaire pour en faire une réalité vivante. Nous devons permettre à chaque Marcheur, à chaque Marcheuse, de redevenir acteur de notre destin collectif.

Nos territoires sont notre force : nous devons faire davantage confiance à ceux qui sont sur le terrain. Je souhaite que ceux qui sont le cœur vivant du mouvement dans les territoires retrouvent une capacité d'initiative et les moyens matériels et financiers qui vont avec. Pour cela, nous devons franchir une étape supplémentaire de notre structuration territoriale pour aller vers plus d'autonomie, notamment en prenant le temps d'une réflexion approfondie sur nos statuts et les modalités de notre organisation. Nous devons également clarifier le rôle de chacun -Animateurs, Référent(e)s, élu(e)s, parlementaires- au sein de nos territoires, sans hésiter à recourir à l'expérimentation, en fonction des particularités locales, comme nous le faisons chaque jour dans la loi. Faire confiance en somme, en favorisant l'initiative, dans un cadre collectivement défini. La feuille de route de chacun doit être claire et partagée par tous.

Pour cela, nous devons fournir à chacun les moyens de notre ambition collective. Notre « QG » doit être un outil au service des territoires. Il doit être la maison commune des Marcheurs et des Marcheuses, adhérent(e) de passage ou Référent(e) investi jour et nuit. Il doit être à la disposition de celles et ceux qui donnent bénévolement de leur temps à notre mouvement, dans une logique de services assumée : un lieu fait d'écoute et de disponibilité, ouvert et réactif, qui fournit des prestations à ses membres pour qu'ils puissent mener leurs actions. Plateforme de tracts personnalisables, appli géolocalisée « On l'a dit, On l'a fait », service de presse dédié à la presse quotidienne régionale, équipe « riposte » locale à disposition des Référent(e)s et des élu(e)s... : c'est de notre responsabilité de doter nos territoires des moyens d'exister et de défendre nos idées.

Cher(e)s ami(e)s, il est temps de repartir en campagne. Lorsque je montais sur la scène de Bercy en avril 2017, je voyais la flamme et l'envie dans les yeux de toutes celles et ceux qui étaient là. C'est cette étincelle que je veux rallumer.

Repartir en campagne, c'est renouer ce dialogue avec les Français pour s'interroger ensemble sur la façon de transformer durablement leur quotidien, c'est mener et gagner la bataille des idées pour faire vivre cette belle promesse qu'est le progrès.

Repartir en campagne, c'est repartir au combat. Avec une organisation plus efficace, où chacun sait le rôle qu'il doit jouer, où chacun dispose des armes pour le faire.

Le projet qui doit nous unir dépasse donc largement le cadre de notre mouvement ou le temps de cette élection : c'est bien l'avenir de notre pays qui est en jeu, et je souhaite que le premier mouvement de France y joue pleinement son rôle. C'est la promesse que je vous fais ici.



“

J'ai 36 ans, je suis marié et père de 2 enfants de 3 et 5 ans.

À la fin de mes études, j'ai créé à Grenoble une entreprise spécialisée dans les énergies renouvelables, qui emploie encore aujourd'hui une trentaine de collaborateurs. En 2012, je suis revenu à Paris pour la naissance de mon premier enfant. J'ai été le Directeur marketing d'un grand groupe de services. Politiquement, j'ai grandi avec En Marche. J'ai participé dès son origine à la création puis à la structuration du mouvement aux côtés d'Emmanuel Macron. Pendant la campagne présidentielle, j'ai été Référent de Paris, avant d'être élu Député en juin 2017.

Depuis 16 mois, je suis entièrement dédié à ma fonction de parlementaire et à la vie collective de notre groupe, en tant que porte-parole intervenant régulièrement dans les médias. Membre de la commission des finances, j'ai été le rapporteur du projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance. ”

On continue... En Marche !

Inès de MONTGON, Référente des Ardennes.

“ Un an après l'élection d'Emmanuel Macron, notre mouvement a besoin d'entrer dans une nouvelle ère, plus collective et décentralisée. Les Marcheurs veulent se sentir acteurs de leur quotidien. L'ADN de Stanislas est celui d'En Marche : il a été chef d'entreprise à Grenoble, référent, engagé pour le collectif depuis l'origine. Il a l'expérience du quotidien du mouvement et celle du combat médiatique. Je lui fais totalement confiance pour donner ce nouvel élan que le mouvement attend. ”

Bénédicte PEYROL, Députée de l'Allier.

“ Stan aime jouer en équipe, il est largement apprécié au sein du groupe parlementaire pour son travail, sa connaissance des dossiers et sa combativité. En tant que porte-parole du groupe ou comme rapporteur du projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance, il a eu l'occasion de faire ses preuves face aux oppositions, dans l'hémicycle, dans les médias et sur le terrain. Il a les épaules pour assumer la suite de Christophe Castaner. ”

4 AXES STRATEGIQUES POUR NOTRE MOUVEMENT

Nos propositions s'articulent autour des défis qui nous font face pour les années à venir : **gagner le quotidien des Français, gagner la bataille des idées, gagner les prochaines élections.** Si les propositions formulées ci-après sont le fruit de ce que j'ai pu constater depuis plus de 2 ans et demi en participant activement à la vie de notre mouvement, et des nombreux échanges que j'ai pu avoir ces derniers mois avec un grand nombre d'entre vous, **elles ont vocation à s'enrichir de vos réflexions pendant les semaines à venir où j'irai à votre rencontre pour échanger autour de ces 4 axes stratégiques.**

1 NOS TERRITOIRES SONT NOTRE FORCE.

Donner à chacun les moyens pour mener ses actions et prendre des initiatives.

- Pour chaque département, un **budget propre renforcé** et la mise en place de **permanences dans les grandes villes.**
- Mise à disposition au QG d'une **cellule médias dédiée à la presse quotidienne régionale** et d'une **cellule « riposte » locale.**
- Mise à disposition **d'outils pour améliorer l'efficacité des actions menées par les Référent(e)s** : informations enrichies sur les adhérent(e)s de chaque zone, nouvelles fonctionnalités (envois groupés de mails, etc.) et plateforme de supports personnalisables, données locales sur les principales mesures gouvernementales (nombre de classes dédoublées, baisse de la TH...), etc.
- **Campagne nationale de tracts mensuelles.**

Renforcer la participation et le dialogue avec les acteurs de terrain.

- Un dialogue renforcé avec les adhérents : création d'une nouvelle **plateforme de consultation régulière permettant une remontée aisée**, tant sur les questions propres au mouvement que sur les sujets de politiques publiques.
- Un dialogue renforcé avec les Référent(e)s : **séminaire tous les 3 mois dans une région différente**, avec moments dédiés d'échanges entre les Référent(e)s.

Repenser et améliorer notre organisation territoriale.

- **Définition claire des rôles de chacun sur le territoire** - Référent(e)s, Animatrices et Animateurs, élu(e)s, parlementaires, CoPol - et élaboration d'une feuille de route partagée.
- **Place à l'expérimentation dans l'organisation en fonction des spécificités locales**, s'agissant notamment des Métropoles.
- Mise en place d'un **groupe de travail sur la réforme de nos statuts**, avec une réflexion sur les modalités de démocratie locale.
- Création d'une **Fédération nationale d'élus(e)s progressistes, dirigée par une personnalité politique fin connaisseur de la diversité de nos territoires** qui permettra une communication ciblée en direction des parrains de la présidentielle, des élus locaux sympathisants et des élus adhérents.
- Création d'un **laboratoire des initiatives locales** pour valoriser les actions de nos municipalités et créer des liens entre nos élu(e)s locaux.

2 GAGNER LA BATAILLE DES IDÉES.

En ces temps incertains, le combat culturel doit animer le quotidien de notre mouvement.

- Déterminons ensemble les principales batailles d'idées à mener :
 - Via une **consultation des adhérents**, et **en lien avec l'Exécutif et le Parlement** ;
 - Dans les domaines de l'environnement, des nouvelles mobilités, etc.
 - Menons ensemble un travail approfondi, en nous ouvrant aux expertises extérieures
 - Pour **en faire des axes d'animation sur nos territoires.**

Mais nous devons aussi allonger notre réflexion sur le progressisme pour penser le prochain quinquennat.

- Organiser des **Universités du progressisme une fois par an dans chaque grande ville universitaire** du pays, **en association avec les JAM**, pour délocaliser la production d'idées dans nos territoires.
- Créer un **poste de Responsable à la Prospective et aux Idées**, confié à une **personnalité politique de notre Mouvement qui saura incarner** la fonction.
- Publication d'une **nouvelle revue trimestrielle éditée par le mouvement et consacrée au progressisme.**
- Organiser chaque année une **Conférence sociale annuelle**, pour enrichir et structurer le dialogue que nous devons avoir avec les syndicats et les corps intermédiaires.

3 ACCÉLÉRER ENCORE LE RENOUVELLEMENT DES VISAGES EN POLITIQUE.

Nous avons transformé le paysage politique, mais le combat est loin d'être gagné : formons la génération des cadres de demain, rendons concrètement possible l'accès des femmes aux plus hautes responsabilités.

- **Accélérer le déploiement de 1000 Talents** pour faire émerger les leaders de demain dans nos régions.
- **Engager 250 000€ dans un programme d'accompagnement concret des femmes en politique**, en coordination avec le programme *Toutes politiques !*, pour lever les freins matériels.
- **Viser la parité à la tête de nos comités locaux et de nos Référent(e)s d'ici la fin du quinquennat.**
- Mise en place au sein du mouvement d'une **charte et d'un programme de formation contre le harcèlement et pour l'égalité entre les femmes et les hommes.**

4 GAGNER LES PROCHAINES BATAILLES ÉLECTORALES.

Les échéances approchent, et leur issue conditionnera notre capacité à réformer le pays : notre mouvement doit être prêt à mener les 2 combats électoraux qui se dressent devant nous.

Pour les Européennes.

- Structurer notre force de frappe : **création immédiate, autour d'un directeur de campagne rapidement nommé, d'une équipe d'ambassadeurs du projet européen composée de référents et de parlementaires.**
- Organiser de façon **délocalisée sur les territoires la restitution de la Grande Marche pour l'Europe.**
- Occuper le terrain et faire la pédagogie de notre projet : **lancement dès février de l'opération « L'Europe et Nous » pour démontrer les bénéfices concrets de l'UE dans notre quotidien.**
- **Accélérer la constitution de nos partenariats** en France et avec les différentes forces progressistes des pays membres de l'Union européenne.

Pour les Municipales.

- **Installer dès maintenant une Commission Nationale d'Investiture**, pour mettre en œuvre des règles claires et transparentes.
- Lancement de **groupes de travail, impliquant les adhérent(e)s, pour travailler sur une plateforme du progressisme municipal** qui rappelle nos fondamentaux - le renouvellement des visages et des usages - qui servira de point de contact de nos alliances éventuelles.
- **Pour les territoires ruraux spécifiquement**, élaboration avec les adhérent(e)s et les élu(e)s d'une **stratégie citoyenne visant à permettre un engagement maximal dans le débat public** de leur territoire.
- **Pour l'Outre-Mer, création d'une Commission Outre-Mer spécifique** en vue des échéances municipales, territoriales et régionales afin **d'élaborer une stratégie de reconquête des territoires ultra-marins.**
- Mettre sur pied une **Task Force**, associant adhérent(e)s, élu(e)s, associations et universitaires, pour construire une stratégie spécifique **pour les territoires où le Front national est au pouvoir ou à ses portes.**
- Lancement dès cette année, en lien avec la Fédération des élu(e)s progressistes, de **groupes de travail pour travailler sur les élections départementales et régionales.**



QUEL DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL JE VEUX ÊTRE.

Pour relever l'ensemble des défis qui nous attendent, je serai un **Délégué général pleinement investi dans ma mission.**

Je veux m'investir dans ce rôle autant que je l'ai fait dans mon mandat de député. **Je pense qu'être au cœur du travail parlementaire, avoir fait ses preuves au milieu de ses collègues, est un atout pour être un bon dirigeant de notre mouvement.** J'aime profondément ce mouvement que j'ai contribué à créer, j'aime profondément ce Parlement et ses membres : ce sont deux conditions essentielles pour faire un bon Délégué général selon moi.

Mon rôle de Délégué général est d'être sur le terrain, pas dans un bureau.

Chaque semaine, j'irai **à votre rencontre dans les départements.** Et je demanderai à **chaque membre du Bureau exécutif de faire un déplacement par mois sur le territoire.**

Je souhaite également **nommer l'un(e) de nos Référent(e)s comme porte-parole de notre mouvement.**

Mon rôle de Délégué général sera évidemment d'élaborer, avec le Bureau exécutif, les grandes orientations de notre mouvement, et finalement, **d'arbitrer et de trancher quand cela est nécessaire.** Mais je sais que cette faculté de trancher se ressent parfois dans le quotidien du mouvement : **j'instaurerai ainsi des processus d'arbitrage et d'exclusion en cas de conflit, plus rapides et plus solides qu'aujourd'hui.**

Je serai un Délégué général enfin, qui a su **déjà nouer une collaboration constructive avec les différentes composantes de l'écosystème** dans lequel s'inscrit notre mouvement. J'ai eu l'honneur d'œuvrer aux côtés du Président de la République à la création d'En Marche. Mon travail de Parlementaire m'a permis de nouer des relations de confiance avec le Premier ministre et la plupart de ses ministres, avec nos partenaires de la majorité, avec nos groupes au Sénat et à l'Assemblée nationale.



ILS ET ELLES MARCHENT DÉJÀ AVEC NOUS : **REJOIGNEZ-NOUS !**

Lénaïck ADAM (Député de Guyane), **Aude AMADOU** (Députée de Loire-Atlantique), **Patrice ANATO** (Député de Seine-Saint-Denis), **Frédéric BARBIER** (Député du Doubs), **Philippe BARON** (Maire de Loubersan), **Sophie BEAUDOUIN-HUBIERE** (Députée de Haute-Vienne), **Hervé BERVILLE** (Député des Côtes-d'Armor), **Barbara BESSOT-BALLOT** (Députée de Haute-Saône), **Anne BLANC** (Députée de l'Aveyron), **Yves BLEIN** (Député du Rhône), **Bruno BONNELL** (Député du Rhône), **Aude BONO-VANDORME** (Députée de l'Aisne), **Amandine BOUJLILAT** (Référente de la Nièvre), **Julien BOROWCZYK** (Député de la Loire), **Bertrand BOUYX** (Député du Calvados), **Jean-Jacques BRIDEY** (Député du Val-de-Marne, Président de la Commission de la Défense nationale et des forces armées), **Blandine BROCARD** (Députée du Rhône), **Céline CALVEZ** (Députée des Hauts-de-Seine), **Anne-Laure CATTELOT** (Députée du Nord), **Samantha CAZEBONNE** (Députée des Français de l'étranger), **Jean-René CAZENEUVE** (Député du Gers), **Anthony CELLIER** (Député du Gard), **Philippe CHALUMEAU** (Député d'Indre-et-Loire), **Annie CHAPELIER** (Députée du Gard), **Philippe CHASSAING** (Député de Dordogne), **Rémi CHAUVET** (Référent de Paris), **Christine CLOAREC** (Députée d'Ille-et-Vilaine), **Caroline COLLOMB** (Référente du Rhône), **Aude CROMBE** (Référente de Haute-Marne), **Michèle CROUZET** (Députée de l'Yonne), **Dominique DA SILVA** (Député du Val-d'Oise), **Amina DAHOUN** (Référente de Meurthe-et-Moselle), **Olivier DAMAISIN** (Député du Lot-et-Garonne), **Anne DARDELET** (Référente des Français de l'étranger), **Dominique DAVID** (Députée de Gironde), **André de CAFFARELLI** (Référent de Corse), **Inès de MONTGON** (Référente des Ardennes), **Jennifer DE TEMMERMAN** (Députée du Nord), **Frédéric DESCROZAILLE** (Député du Val-de-Marne), **Nicole DUBRE-CHIRAT** (Députée du Maine-et-Loire), **Jean-Baptiste DUCATEZ** (Conseiller municipal de Genas, animateur local), **Françoise DUMAS** (Députée du Gard), **Vanessa DURAND** (Animatrice locale à Paris), **Josiane DUPUIS** (Référente des Français de l'étranger), **Ygal EL HARRAR** (Référent des Français de l'étranger), **Jean-François ELIAOU** (Député de l'Hérault), **Monika ESPRIT** (Référente des Français de l'étranger), **Elise FAJGELES** (Députée de Paris), **Charles FELD** (Référent de Paris), **Arnaud FLO-RIS** (Référent des Français de l'étranger), **Pascale FONTENEL-PERSONNE** (Députée de la Sarthe), **Alexandre FRESCHI** (Député des Alpes-Maritimes), **Jean-Luc FUGIT** (Député du Rhône), **Albane GAILLOT** (Députée du Val-de-Marne), **Grégory GALBADON** (Député de la Manche), **Thomas GASSILLOU** (Député du Rhône), **André GATTOLIN** (Sénateur des Hauts-de-Seine), **Anne GENETET** (Députée des Français de l'étranger), **Eric GIRARDIN** (Député de la Marne), **Joël GIRAUD** (Député des Hautes-Alpes, Rapporteur général du budget), **Perrine GOULET** (Députée de la Nièvre), **Jean-Yves GOUTTEBEL** (Président du Conseil départemental du Puy-de-Dôme), **Carole GRANDJEAN** (Députée de Meurthe-et-Moselle), **Romain GRAU** (Député des Pyrénées-Orientales), **Olivia GREGOIRE** (Députée de Paris), **Patricia GRUSON** (Référente de la Marne), **Frédérique GUEREAU-TUFFNELL** (Députée de Charente-Maritime), **Véronique HAMMERER** (Députée de Gironde), **Claude HAUT** (Sénateur du Vaucluse), **Christine HENNION** (Députée des Hauts-de-Seine), **Justine HENRY** (Référente de Paris), **Christine HOLLENDER** (Référente de la Drôme), **Alexandre HOLROYD** (Député des Français de l'étranger), **Michel HOURIE** (Référent des Hautes-Pyrénées), **Philippe HUPPÉ** (Député de l'Hérault), **Jean-Michel JACQUES** (Député du Morbihan), **Caroline JANVIER** (Députée du Loiret), **Patrice JOSE TAMPIED AZURA** (Référent de l'Yonne), **Sandrine JOSSO** (Députée de Loire-Atlantique), **Loïc KERVRAN** (Député du Cher), **Georges KEPENEKIAN** (Maire de Lyon), **Fadila KHATTABI** (Députée de Côte-d'Or), **Mouhsine KMHASSI** (Adhérent), **David KIMELFELD** (Président de la Métropole de Lyon), **Alexandre KIMMERLE** (Référent de Paris), **Rodrigue KOKOUEN-DO** (Député de Seine-et-Marne), **Sonia KRIMI** (Députée de la Manche), **Daniel LABARONNE** (Député d'Indre-et-Loire), **Amélia LAKRAFI** (Députée des Français de l'étranger), **Gaël LE BOHEC** (Député d'Ille-et-Vilaine), **Didier LE GAC** (Député du Finistère), **Loïc LE GLAND** (Référent des Français de l'étranger), **Gaëlle LE ROCH** (Référente du Morbihan), **Fabrice LE VIGOUREUX** (Député du Calvados), **Charlotte LECOCQ** (Députée du Nord), **Christophe LEJEUNE** (Député de Haute-Saône), **Martine LE-GUILLE-BALLOY** (Députée de Vendée), **Roland LESCURE** (Député des Français de l'étranger, Président de la commission des affaires économiques), **Martin LEVRIER** (Sénateur des Yvelines), **Monique LIMON** (Députée de l'Isère), **Marie-Ange MAGNE** (Députée de Haute-Vienne), **Jacques MAIRE** (Député des Hauts-de-Seine), **Jacques MARILOSSIAN** (Député des Hauts-de-Seine), **Sereine MAUBORGNE** (Députée du Var), **Stéphane MAZARS** (Député de l'Aveyron), **Graziella MELCHIOR** (Députée du Finistère), **Monica MICHEL** (Députée des Bouches-du-Rhône), **Patricia MIRALLES** (Députée de l'Hérault), **Thomas MOGHARAEI** (Référent de l'Aveyron), **Jean-Baptiste MOREAU** (Député de la Creuse), **Jean-Claude MOUSTACAKIS** (Référent des Français de l'étranger), **Naima MOUTCHOU** (Députée du Val-d'Oise), **Cendra MOTIN** (Députée de l'Isère), **Christophe NAJEM** (Référent de Dordogne), **Robert NAVARRO** (Sénateur de l'Hérault), **Delphine O** (Députée de Paris), **Jean-Charles ORSUCCI** (Maire de Bonifacio), **Didier PARIS** (Député de Côte-d'Or), **Pascal PERTUSA** (Maire de Chabeuil), **Valérie PETIT** (Députée du Nord), **Bénédicte PEYROL** (Députée de l'Allier), **Michèle PEYRON** (Députée de Seine-et-Marne), **Olivier PONSROYE** (Référent de Paris), **Pierre-Alain RAPHAN** (Député de l'Essonne), **Margaux REAMS** (Référente des Français de l'étranger), **Rémy REBEYROTTE** (Député de Saône-et-Loire), **Mehdi REDDAD** (Référent des Français de l'étranger), **Alain RICHARD** (Sénateur des Yvelines), **Mireille ROBERT** (Députée de l'Aude), **Laurianne ROSSI** (Députée des Hauts-de-Seine, Questeur de l'Assemblée nationale), **Cédric ROUSSEL** (Député des Alpes-Maritimes), **Laurent SAINT-MARTIN** (Député du Val-de-Marne), **Laetitia SAINT-PAUL** (Députée du Maine-et-Loire), **Céline SAMEE** (Référente des Français de l'étranger), **Nathalie SARLES** (Députée de la Loire), **Jacques SAVATIER** (Député de la Vienne), **Patricia SCHILLINGER** (Sénatrice du Haut-Rhin), **Jean-Bernard SEMPASTOUS** (Député des Hautes-Pyrénées), **Benoît SIMIAN** (Député de Gironde), **Katia SOGREEVA** (Référente de Paris), **Denis SOMMER** (Député du Doubs), **Olivier SOUCHON** (Animateur local de Joué-lès-Tours), **Bruno STUDER** (Député du Bas-Rhin, Président de la commission des affaires culturelles et de l'éducation), **Sira SYLLA** (Députée de Seine-Maritime), **Jérôme TALON** (Référent du Gard), **Adrien TAQUET** (Député des Hauts-de-Seine), **Jean TERLIER** (Député du Tarn), **Stéphane TESTE** (Député de Seine-Saint-Denis), **Agnès THILL** (Députée de l'Oise), **Huguette TIEGNA** (Députée du Lot), **Véronique TOMMASI** (Référente de Paris), **Vincent TURPINA** (Référent de la Creuse), **David VAILLANT** (Référent de Paris), **Laurence VANCEUNEBROCK-MIALON** (Députée de l'Allier), **Marie-Christine VERDIER-JOUCLAS** (Députée du Tarn), **Yolaine VIGNAUD** (Référente de l'Hérault), **Corinne VIGNON** (Députée de Haute-Garonne), **Serge VINCENT** (Référent des Vosges), **Gilles WIDAWSKI** (Référent de Paris), **Martine WONNER** (Députée du Bas-Rhin), **Richard YUNG** (Sénateur des Français de l'étranger).